



# MAGAZINE

L'UE EN QUÊTE DE EN  
QUÊTE D'ORIENTATION



## LA MENACE CROISSANTE DE LA DROITE POPULISTE

Ce que le succès des partis de droite populiste signifie pour l'avenir de l'Union européenne

## ANNÉE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES

Un programme pour renforcer la main d'œuvre en Europe

## LE PAYS A BESOIN DE NOUVELLES COMPÉTENCES

Comment la Croatie travaille à optimiser sa formation continue

## L'IA AU TRAVAIL

Conclusions du séminaire de lancement 2023 de l'EZA

NUMÉRO 03/2023

## Cher·ère·s collègues, cher·ère·s lecteur·rice·s,

En novembre, en Allemagne, une prétendue allocution vidéo du Chancelier allemand a circulé en masse. Il y déclarait interdire l'AfD (« Alternative für Deutschland »), un parti de droite populiste, voire d'extrême-droite, afin de protéger la démocratie. Cette vidéo était ce que l'on appelle un « deepfake », mis au point par des activistes satiriques, au réalisme impressionnant mais créé de toutes pièces à l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Récemment, l'arrivée de ChatGPT a relancé le débat public sur les avantages et les inconvénients de l'IA. Lors de son séminaire de lancement de cette année, à Sofia, le réseau de l'EZA a invité des scientifiques ainsi que Dennis Radtke et Axel Voss, députés européens du PPE, à débattre des conséquences de l'IA sur le monde du travail. Il est en effet important de démystifier l'IA, notamment pour les organisations de travailleurs, et d'utiliser ses avantages indéniables tout en luttant contre les risques grâce à un ensemble de règles claires.

Mais revenons-en à cette vidéo satirique. Le gouvernement allemand n'a pas apprécié la plaisanterie, d'autant que les auteurs versaient du sel sur une plaie aujourd'hui béante dans toute l'Europe ou presque. Les partis populistes - principalement de droite, parfois postfasciste ou extrême - ont de plus en plus de succès en Europe. Cela se traduit par des victoires dans les urnes, comme, récemment, celle du Parti pour la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas. Bon nombre de ces partis remettent ouvertement en question les institutions et processus démocratiques, défendent dans leurs programmes un démantèlement de l'État-providence et s'élèvent contre l'intégration européenne. Nous devons prendre clairement position contre ces mouvements. Nos démocraties sont en danger ! Cependant, il faut également, par souci d'honnêteté, se demander pourquoi ces partis ont un tel succès, en dépit de leur potentiel destructeur. Beaucoup d'entre eux exploitent les souffrances causées par notre système économique et par l'accroissement des inégalités. Cela ne justifie en rien leurs politiques antidémocratiques, mais souligne le besoin urgent d'apporter de meilleures réponses aux questions migratoires ou sociales afin de protéger les perdant·e·s des diverses crises. Il est impératif que chacun·e puisse faire entendre sa voix. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons couper l'herbe sous le pied des populistes d'extrême-droite, et non en s'appropriant leurs slogans. L'EZA évoquera ces questions lors de sa conférence à Bruxelles les 19 et 20 mars 2024, et publiera une étude sur ce thème, réalisée conjointement avec ADAPT.

Un grand merci à l'ensemble des membres et partenaires qui ont apporté leur soutien à la mission de l'EZA cette année, visant à renforcer la dimension sociale et le dialogue social en Europe !

Nous souhaitons à tou·te·s de très joyeuses fêtes de Noël et une année 2024 que nous espérons pleine de santé et de paix !

Luc Van den Brande, Président et Sigrid Schraml, Secrétaire générale



# SOMMAIRE

4

## LA MENACE CROISSANTE DE LA DROITE POPULISTE :

ce que le succès des partis de droite populiste signifie pour l'avenir de l'Union européenne

9

## ANNÉE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES :

un programme pour renforcer la main d'œuvre en Europe

12

## LE PAYS A BESOIN DE NOUVELLES COMPÉTENCES :

comment la Croatie travaille à optimiser sa formation continue

16

## L'IA AU TRAVAIL : conclusions du séminaire de lancement 2023 de l'EZA

19

## ADRESSE

# LA MENACE CROISSANTE DE LA DROITE POPULISTE

Quelles seraient les conséquences d'un basculement à droite lors des élections européennes de 2024 pour les organisations de travailleurs, l'État-providence et les démocraties européennes ?



DEUX FIGURES DE PROUE DE LA DROITE POPULISTE EN EUROPE : GIORGIA MELONI (FRATELLI D'ITALIA) ET GEERT WILDERS (PVV)

TEXTE : Lukas Fleischmann  
PHOTOS : Lukas Fleischmann/Shutterstock

Bergame — Ce n'est pas tout à fait par hasard que la Première Ministre italienne, Giorgia Meloni, a choisi le 1er mai 2023, la Journée internationale du travail, pour supprimer le « revenu de citoyenneté », une mesure introduite en 2019 dans le but de réduire drastiquement la pauvreté en Italie. Selon la chaîne d'information Euronews, près de 169 000 familles devront se passer de cette prestation

sociale controversée à partir de 2024. À l'avenir, une forme modifiée de ce revenu sera réservée aux personnes de plus de 60 ans, à celles vivant dans un ménage avec une personne mineure ou atteintes d'une forme de handicap ou de maladie. Ce n'est là qu'un exemple des méthodes utilisées par les partis de droite populiste, une fois au pouvoir, pour modifier l'État-providence.

Selon Giorgia Meloni, cette mesure visait à améliorer la productivité et à faire baisser le chômage. La Commission européenne et les expert-e-s scientifiques et syndicaux critiquent cependant cette mesure et d'autres prises par le gouvernement italien et se préparent, avant les élections européennes de 2024, à une pression accrue de la part du populisme de droite. Un basculement de la politique sociale européenne est possible ; il irait de pair avec un recul de la sécurité sociale et du pluralisme, et avec un nombre croissant d'États choisissant de faire cavalier seul, ce qui pourrait entraîner des conséquences graves pour les organisations de travailleurs.

## Déconstruire l'État-providence

« Il y a deux a priori sur le revenu de citoyenneté », explique Francesco Nespoli, chercheur à l'Université LUMSA à Rome. « D'une part, on suppose que ce revenu démotive les personnes en recherche d'emploi. Il y a aussi les histoires d'abus concernant des personnes qui touchent des allocations indûment, colportées avec succès lors d'émissions télévisées ou dans les informations nationales. » Expert en communication, Francesco Nespoli mène des recherches sur la communication de masse au sujet du marché du travail, sur la communication syndicale et sur la politique industrielle. Il coopère avec le centre de recherche ADAPT à Bergame, qui travaille actuellement, en collaboration avec le réseau EZA, à une étude sur le populisme de droite et l'Europe.

En 2019, Nespoli voyait d'un œil très critique ce revenu de citoyenneté mis en place par le non moins populiste gouvernement du Mouvement 5 étoiles - une mesure à réformer, selon lui, étant donné sa mise en œuvre nébuleuse et les nombreuses erreurs législatives qu'elle comportait. De son point de vue, pourtant, la solution actuelle va faire empirer la situation. « Toute personne de moins de 60 ans, n'habitant pas dans un ménage avec un mineur ou n'étant pas en situation de handicap est considérée comme apte au travail. Sauf que cette classification est bien sûr beaucoup trop simpliste. Le premier groupe a droit à 500 euros par mois, et les personnes potentiellement aptes au travail ont droit à jusqu'à 350 euros par mois, si elles se mettent, en parallèle, à la recherche d'un emploi, effectuent un travail d'intérêt général ou suivent une formation. Il est toutefois impossible de vivre en Italie avec 350 euros par mois. Cette idée censée aider à lutter contre une fraude potentielle va mener à plus de fraude, par nécessité. »

Nespoli craint une augmentation du travail au noir : « Je chercherais moi aussi un travail illégal, non-déclaré pour pouvoir cumuler mon salaire informel avec les 350 euros d'allocation. » Francesco Seghezzi a la même analyse de la situation. Il est président du centre de recherche ADAPT qui, avec plus de 40 chercheur-se-s, tente de bâtir des ponts entre syndicats, organisations patronales, entreprises et universités. « Dans certaines régions au sud de l'Italie, jusqu'à 40 % des femmes n'ont pas d'emploi. Certains chômeurs de longue durée n'ont pas occupé d'emploi depuis 20 ans. Je pense donc que ces interventions politiques visent principalement à s'attirer les bonnes grâces de l'électorat de Fratelli d'Italia. »

## De nouveaux narratifs et le rapport aux syndicats

L'État-providence ? De l'assistanat. Les chômeur-se-s ? Des fraudeur-se-s et des profiteur-se-s en puissance... Voici les positions, et surtout la rhétorique, souvent adoptées par les partis de droite populiste en Europe. Depuis 2022, Giorgia Meloni, Première Ministre italienne, renforce son rôle de figure de proue de ce groupe politique. Elle n'est pas seule en scène : le Néerlandais Geert Wilders est à ses côtés, au moins depuis sa victoire aux élections parlementaires de novembre 2023 aux Pays-Bas. « Le populisme est un concept difficile à définir », explique Francesco Nespoli. « Je pense cependant que dans le cas du populisme de droite, les trois idées clés sont l'anti-pluralisme, une vision simpliste de la nation et la confrontation entre le peuple et les élites. La droite populiste divise la société en deux groupes : ceux qui sont dirigés par les élites, et ceux qui dirigent. » Il craint que le renforcement de la droite populiste au niveau national ne permette aux groupes Conservateurs et réformistes européens (CRE) et Identité et démocratie (ID) d'exercer une plus grande influence à l'échelle européenne après les élections de 2024. « Oui, je suis inquiet. »

D'une manière générale, ce point de vue est opposé à l'idéologie de la plupart des syndicats qui défendent le pluralisme et l'inclusion sociale, explique Thomas Miessen. « Les syndicats et le populisme de droite sont antagonistes. » Miessen travaille au service international de la fédération syndicale belge ACV-CSC, où il observe et répertorie le comportement électoral des différents groupes politiques au sein de la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen.



**FRANCESCO NESPOLI, CHERCHEUR  
À L'UNIVERSITÉ LUMSA À ROME**

Il craint que le renforcement de la droite populiste au niveau national ne permette aux groupes Conservateurs et réformistes européens (CRE) et Identité et démocratie (ID) d'exercer une plus grande influence à l'échelle européenne après les élections de 2024. « Oui, je suis inquiet j'ai peur que la droite populiste n'affaiblisse le Parlement. Nous avons mené des analyses approfondies du travail et du comportement électoral au Parlement européen jusqu'à ce jour. Dans la plupart des cas, en matière de droit social, quasiment tous les groupes sont d'accord au sein des commissions, de la gauche aux libéraux. Seuls les représentants CRE et ID ne se joignent pas au consensus. Ils rejettent par principe les propositions relatives au salaire minimum européen ou à la lutte contre la pauvreté au travail, en affirmant qu'il s'agit de questions nationales dans lesquelles l'Union européenne (UE) ne devrait pas s'impliquer. »

Sur le plan national, en Italie, un exemple montre déjà les dissensions engendrées par un gouvernement de droite populiste, notamment lorsqu'il s'agit d'interagir avec les syndicats. Francesco Nespoli, de l'Université de Rome : « Après des expériences décevantes avec le gouvernement, seule une grande fédération syndicale sur les trois que compte le pays est encore prête à négocier. Les deux autres grands groupes sont donc en train de prévoir des grèves et des protestations contre le gouvernement. La réponse du

gouvernement Meloni est aujourd'hui, paradoxalement, l'inverse de l'anti-pluralisme. Elle tente maintenant de mettre plusieurs syndicats plus petits de son côté. C'est une méthode très subtile pour nuire à la relation entre gouvernement et syndicats. Traditionnellement, en effet, seules les grandes fédérations sont invitées à dialoguer ou prises en compte par le gouvernement en Italie. » Selon lui, Giorgia Meloni serait aussi en train de rassembler autour d'elle de plus petites fédérations syndicales afin d'alimenter la confrontation et de compliquer les négociations entre syndicats. Cette fragmentation croissante du paysage syndical en Italie, alimentée par le milieu politique, provoque une perte d'influence des anciennes grandes confédérations. Divide et impera - pour la droite populiste, il s'agit de diviser pour mieux régner. Le gouvernement Meloni espère ainsi faire diminuer l'influence des syndicats en général.

### Des actions nationales qui menacent la politique de l'UE

Les attaques frontales menées par les populistes de droite sur l'État-providence et les personnes en recherche d'emploi ne sont pas un phénomène uniquement italien. En Allemagne, par exemple, des mesures comme le revenu citoyen, ou « Bürgergeld », sont massivement critiquées par la droite populiste.

L'AfD (Alternative für Deutschland), qui ne cesse de grimper dans les sondages, exige par exemple que les chômeurs de longue durée soient obligés d'accomplir un travail d'intérêt public afin de les extraire du « hamac social ». Or les exigences de la droite populiste allemande sont aujourd'hui une réalité en Italie... et pourraient aussi devenir un problème pour l'Europe. Sous pression depuis plusieurs années déjà, l'UE tente de trouver des solutions pour gérer cette nouvelle droite. En délaissant l'État-providence sur le plan national, de plus en plus d'États membres se positionnent en faux par rapport à la tendance européenne qui vise, depuis la première Commission Juncker, à renforcer la dimension sociale de l'Europe. « L'Europe sociale avance sur de nombreux fronts », explique Thomas Miessen, « mais on en parle peu. Les gens n'en ont pas conscience. » La Commission européenne actuelle se montre donc méfiante vis-à-vis des mesures de politiques sociales italiennes - et c'est compréhensible. Un porte-parole de la Commission a notamment déclaré au portail d'information EURACTIV que l'UE n'avait certes pas de compétence en la matière, mais qu'il considérerait cependant le revenu minimum comme un filet de sécurité sociale important.

### Les perspectives européennes

« Le débat actuel concerne l'orientation que souhaite prendre l'Europe », explique Thomas Miessen. « Au niveau des syndicats, nous souhaitons la continuité du renforcement de la dimension sociale, sur les plans national et européen. La droite populiste n'en veut pas. Des preuves scientifiques fondées indiquent que les politiques d'austérité poussent les gens dans leurs derniers retranchements... et surtout de plus en plus à droite. » Partout où l'on crée une pénurie artificielle, partout où les personnes ont l'impression de ne pas avoir suffisamment d'argent, l'immigration est rapidement pointée du doigt. « Les réseaux sociaux véhiculent eux aussi de telles idées », ajoute-t-il. Alors que les budgets publics sont en difficulté, on constate une dérive du discours : « La fraude fiscale concerne des montants 100 fois plus élevés que la fraude sociale. Les statistiques sont claires. Les montants que l'on pourrait récolter grâce à des contrôles fiscaux et financiers accrus pourraient permettre de financer raisonnablement l'État-providence. On parle ici d'une richesse incroyable. »

Pour lui, si certains cas de fraude sociale sont indéniables, l'idée d'un « assistantat social » est elle aussi un mythe. En règle générale, les allocations chômage sont bien plus faibles que les salaires ; ce qui ne signifie pas que les salaires sont assez élevés, ni que les mesures de retour à l'emploi pour les chômeurs sont une mauvaise chose en soi. « Nous devons augmenter nettement les salaires et améliorer les conditions de travail. Or, sur le plan européen, c'est bien la droite qui ne souhaite pas le faire, comme le montre le comportement de vote au sujet de la résolution sur la pauvreté au travail », explique Miessen. L'ensemble des députés des groupes CRE et ID ont voté contre cette résolution ou se sont abstenus, alors que même la majorité du groupe PPE s'est abstenue, sans voter contre.

Selon Thomas Miessen, l'Europe sous-estime actuellement le danger de ce renforcement de la droite populiste. « Nous avons encore la chance de pouvoir retirer le pouvoir aux forces d'extrême-droite. L'exemple de Trump illustre que cela ne sera peut-être pas toujours le cas. Et l'exemple de Milei en Argentine montre qu'il y a maintenant des pays dont le contexte devient de plus en plus instable. » Les Pays-Bas semblent désormais aussi en faire partie. Au Parlement, 37 sièges sur 150 ont été gagnés par le Parti de la liberté, de droite populiste voire extrême, soit plus du double des résultats obtenus lors des élections précédentes.

### Craintes et réalités

Revenons à l'Italie. Jusqu'au deuxième trimestre 2023, l'économie du pays s'est remise des chocs des dernières années. Selon les analystes la croissance devrait atteindre 0,7 % du PIB d'ici fin 2023. De même, la situation sur le marché du travail s'améliore. L'UE s'attend à ce que le taux de chômage continue de baisser sur la période de prévision, ce qui s'explique aussi par le recul attendu de la population en âge de travailler. La question est donc : quel est le rôle joué dans ce cadre par le gouvernement italien ? Concrètement, qu'ont réellement initié les mesures d'austérité stricte ? Francesco Nespoli, de l'Université LUMSA de Rome, explique : « Je ne pense pas que cela puisse être mis au crédit du gouvernement. Il s'agit plutôt d'une reprise après la pandémie. Ce n'est pas un miracle. Selon moi, le gouvernement sait que son plus gros défi, désormais, est l'inflation. »



FRANCESCO SEGHEZZI DE ADAPT

## L'inégalité au cœur du problème

Le jeu de la droite populiste oppose les peurs et la réalité. Les populistes de droite de premier plan suivent aujourd'hui une stratégie visant à s'éloigner de la droite dure pour gagner à leur cause un électorat plus modéré. « Il y a dix ans encore, Meloni aurait défendu le fascisme », dit Francesco Seghezzi d'ADAPT. « Aujourd'hui, elle semble être devenue plutôt conservatrice. Une sorte de mère sévère de la nation. Je crois que cela a beaucoup surpris la plupart des Italien-ne-s. Mais je pense aussi qu'en 2022, elle a été la seule véritable opposition, et que c'est pour cette raison qu'elle a été élue. Pas en raison de ses convictions de droite. »

Peu importe le pragmatisme dont font preuve les gouvernements nationaux comportant des partis de droite populiste : ces derniers représentent malgré tout une menace pour le système actuel, pour les organisations pluralistes de la société civile, comme les syndicats, et pour l'UE. Ils rejettent certains éléments centraux de l'ordre et des institutions fondamentales

pour la démocratie. Il est aussi à craindre que ce succès national ne se reflète sur le plan européen. Cela fait également peser la menace d'une rupture avec la dimension sociale existante. Un coup dur pour les organisations de travailleurs et d'autres organisations sociales, en opposition totale à ce que la plupart des gouvernements et partis de droite promeuvent. Les racines de ces succès de la droite populiste sont profondes, mais elles sont intrinsèquement liées aux inégalités et à la pauvreté.

On peut légitimement douter que ce problème puisse être résolu par le démantèlement de l'État-providence, l'affaiblissement des syndicats et une économie toujours plus libertaire. Selon Thomas Miessen, « les solutions sont là, et ne sont d'ailleurs pas bien compliquées : d'une part, plus de justice salariale par le biais de négociations collectives. Si j'apporte une contribution, je souhaite disposer de moyens de subsistance décents : c'est la justice salariale. L'autre levier, ce sont les impôts. Sur la fortune, sur les revenus etc. Il y a de nombreuses possibilités de faire porter ce poids sur de nombreuses épaules. » En fin de compte, un simple argument devrait suffire à lui seul : la fraude fiscale représente un montant cent fois supérieur à la fraude sociale.

Ce texte est issu d'une collaboration avec le centre de recherche ADAPT, à Bergame. En écoutant le podcast « **We Work Europe** », vous en saurez plus sur Francesco Seghezzi et Francesco Nespoli. Nous vous présenterons aussi la région statistiquement la plus égalitaire d'Italie, qui résiste mieux à la droite populiste que les autres régions du pays. L'épisode actuel de « **We work Europe** » est disponible en scannant ce code QR.



# UN PROGRAMME POUR LE RENFORCEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE EUROPÉENNE



**TEXTE :** Katrin Brüggem  
**PHOTOS :** Shutterstock

Avec l'Année européenne des compétences, en 2023/2024, la Commission européenne souhaite renforcer la formation continue pour les employé-e-s. Elle souhaite ainsi permettre à l'UE de rester compétitive sur le plan international et répondre aux enjeux les plus urgents pour le marché européen du travail. Les défis actuels,

comme le passage au numérique, l'intelligence artificielle (IA), les conséquences de la pandémie de COVID-19 ou la crise climatique, sont également pris en compte. Dans ce cadre, les jeunes Européen-ne-s qui effectuent aujourd'hui la transition entre la formation et le monde du travail jouent un rôle prépondérant.

## Des compétences pour l'Europe

Pour beaucoup de jeunes Européen·ne·s, l'arrivée dans le monde du travail ne signifie pas seulement l'acquisition d'expérience professionnelle, mais aussi le développement d'une large gamme de compétences qui vont bien au-delà de l'expertise technique. L'Année européenne des compétences offre une occasion d'attirer l'attention sur la diversité des capacités que les jeunes Européen·ne·s sont susceptibles d'apporter au monde du travail. L'accent est notamment placé sur la promotion des compétences informatiques. La capacité d'utiliser des outils numériques efficacement et de développer des solutions innovantes devient un facteur de réussite décisif pour les nouveaux·elles arrivant·e·s sur le marché de l'emploi et pour les travailleur·se·s. Cette initiative doit donc mettre à disposition des formations et des ressources afin de s'assurer que les Européen·ne·s puissent acquérir les compétences nécessaires dans le domaine du numérique.

## De la motivation pour plus de qualification

Les statistiques sont claires : en raison des diverses crises, les perspectives s'assombrissent sur le marché du travail. Il existe, par exemple, un fossé entre les objectifs de l'Année européenne des compétences et la réalité sur le terrain. Dans l'ensemble de l'UE, les employeur·se·s ont, selon leurs propres dires, des difficultés à trouver des candidat·e·s doté·e·s des qualifications nécessaires. Sur les 25 millions de petites et moyennes entreprises que compte l'Europe, un quart affirment que leur principale difficulté aujourd'hui réside dans le recrutement de bon·ne·s employé·e·s et de bon·ne·s cadres. En 2022, dans l'Union européenne, 2,8 % des postes étaient vacants – les chiffres allant de 0,8 % en Roumanie à 4,6 % en Autriche – soit un niveau plus élevé qu'avant la pandémie dans la majorité des États-membres.

Pour faire diminuer ces chiffres, le Socle européen des droits sociaux garantit notamment le droit à une éducation générale et professionnelle. Or seuls

37 % des personnes actives participent à une formation continue, alors que l'UE affiche un objectif de 60 %. Selon Eurostat, la participation à la formation continue est de plus de 52 % pour la tranche d'âge des 25-34 ans. Pour les 45-54 ans, le chiffre est de 44 %, contre environ 32 % seulement pour les 55-64 ans. Il est frappant de constater que les jeunes, directement sortis de l'école ou d'une formation initiale, continuent le plus volontiers à acquérir de nouvelles compétences. L'enquête sur l'éducation des adultes constitue dans ce cadre une source importante d'information : elle concerne la participation des adultes à la formation générale et professionnelle (apprentissage formel, non-formel et informel).

## Des perspectives tournées vers la jeunesse

Tony est une jeune personne européenne de 17 ans, qui a passé son « Abitur » (l'équivalent allemand du baccalauréat) en Allemagne cette année. Pendant ses recherches, afin de trouver un premier poste pour l'avenir, Tony a prêté main forte au secrétariat de l'EZA à Königswinter. La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences majeures sur les personnes de son âge ces dernières années... et c'est justement en raison des multiples crises récentes qu'il est difficile pour Tony de trouver une orientation professionnelle. Tony évoque les nombreuses conditions et compétences fondamentales qui n'ont pas pu être acquises ou approfondies pendant cette période. De son point de vue, les implications sont sous-estimées, et une pression accrue s'exerce sur cette génération. « Les interactions sociales ont été réduites au minimum, et nous n'avons pas pu acquérir d'expérience en la matière. Nous ne savons pas, par exemple, comment se passe un entretien d'embauche, ou comment se comporter lors de négociations. » Tony ajoute : « J'ai bien peur qu'en commençant quelque chose, que ce soit un apprentissage ou des études, sans vraiment savoir ce que l'on veut ou ce que l'on peut attendre, à long terme, personne ne sera content, sans parler d'être heureux. Faire quelque chose simplement pour s'occuper, ce n'est pas durable. » Le danger est donc d'investir des ressources – du temps et de l'argent – dans une formation initiale ou continue dont personne, au final, ne bénéficiera réellement sur le marché du travail.

« POUR LES JEUNES EUROPÉEN·NE·S, ELLE REPRÉSENTE UNE OCCASION NON SEULEMENT DE FAIRE PROGRESSER LEURS COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES, MAIS AUSSI DE METTRE EN LUMIÈRE LEURS FORCES INDIVIDUELLES AFIN DE FAIRE FACE AUX DÉFIS ACTUELS. »

## Un avenir troublé

En raison des crises et de l'évolution galopante de l'IA, les jeunes voient leur avenir d'un œil très sombre. Selon une enquête de l'institut de sondage YouGov en mars 2023, 52 % des 16-26 ans ont une attitude pessimiste vis-à-vis de l'avenir. 7 000 jeunes venus de sept pays européens (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie et Pologne) ont participé à l'enquête. Seuls 22 % d'entre eux sont convaincus que leur génération ira mieux que celle de leurs parents. L'enquête révèle également que seuls 5 % ont le sentiment que leurs intérêts sont « entièrement et complètement » défendus par les politiques. 26 % n'en ont « absolument pas » le sentiment.

Selon Thorsten Faas, politologue à l'Université libre de Berlin, dans un entretien avec le journal hebdomadaire Die Zeit : « Les jeunes européens voient la vie sous un angle qui s'assombrit continuellement et à long terme. Cela signifie qu'une inversion soudaine de la tendance est peu probable à l'avenir. »

## Entre exigence et sentiment de pression

À l'occasion de l'Année européenne des compétences, Ursula von der Leyen a déclaré que les besoins des entreprises et les souhaits des populations doivent être mieux accordés. Selon elle, il

s'agit de donner à l'Europe les compétences dont elle a besoin pour relever les défis auxquels elle fait face. La politique doit se poser la question : comment acquérir les compétences nécessaires lorsque la majorité de la future main d'œuvre ne voit pas de perspectives s'ouvrir à elle. « La pression, tout ce paysage formé de problèmes, de changement et de défis à relever ou en tous cas auxquels il faudra participer, a tendance à m'effrayer, moi et beaucoup d'autres de ma génération. Bien sûr, nous voudrions faire quelque chose qui ait vraiment du sens. Mais cela doit aussi nous rendre heureux, et pas simplement permettre d'atteindre un objectif », explique Tony.

Dans l'absolu, l'appel à plus de formation continue est une bonne chose, mais il laisse de côté le fait que l'on exige, notamment chez les jeunes travailleur·se·s, certaines compétences qui n'ont pas pu être entièrement apprises en raison de facteurs extérieurs. Les diamants se forment sous la pression, certes, mais on court aussi le risque que cette dernière écrase complètement une jeune génération d'Européen·ne·s. En elle-même, l'Année européenne des compétences est un pas important dans la bonne direction : celle d'une main d'œuvre plus performante et aux qualifications plus diverses en Europe. Pour les jeunes Européen·ne·s, elle représente une occasion non seulement de faire progresser leurs compétences professionnelles, mais aussi de mettre en lumière leurs forces individuelles afin de faire face aux défis actuels. L'article suivant évoque un exemple concret en Europe, et explique comment la Croatie exploite les différentes possibilités de formation continue.

# LE PAYS A BESOIN DE NOUVELLES COMPÉTENCES

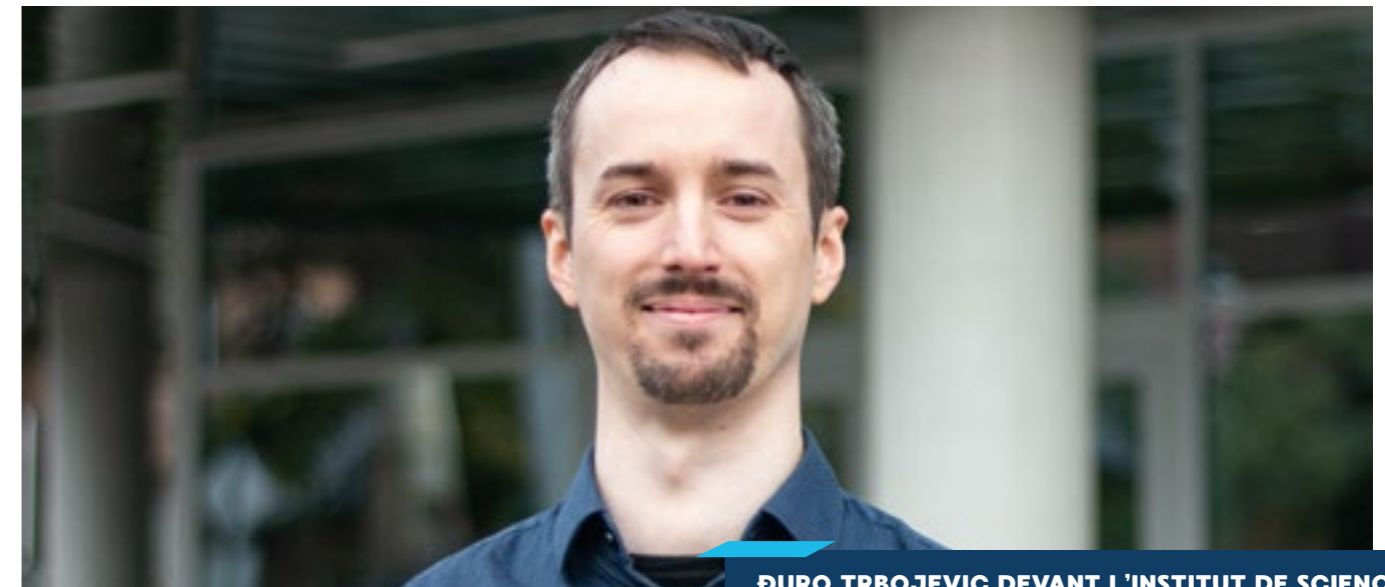
La population de la Croatie est en recul, et de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle (IA) pourraient provoquer une vague d'émigration. Pour les représentant·e·s des syndicats et des entreprises, la formation continue pourrait être une solution.



**TEXTE :** Ralph Würschinger  
**PHOTOS :** Ralph Würschinger, NHS, Shutterstock

« Je suis assez vieux pour être le père de certains d'entre eux », s'amuse Đuro Trbojević en parlant de ses camarades étudiants de l'Université de Zagreb. Cet homme de 35 ans a récemment décidé d'intégrer un bachelor en technologies de l'information. Ce diplôme ne lui est pas strictement nécessaire : Đuro Trbojević dirige une entreprise qui marche bien. Depuis plus de huit ans, il vend des machines-outils à commandes numériques (MOCN) et des imprimantes. Pour lui, ce diplôme universitaire est un investissement, le meilleur qu'il puisse faire, de son point de vue. Il pourrait bien sûr acquérir des connaissances sur internet, mais il préfère le système d'apprentissage offert par l'université : des cours et conférences avec des contraintes temporelles, où certaines tâches lui sont

imposées. « Il est facile de remettre à plus tard, à demain, ou au jour d'après... Lundi prochain se transforme en des semaines, des mois, des années. Mais si l'on s'engage auprès d'une institution, cela oblige à se conformer aux directives. » En tant que patron de sa propre entreprise, il peut planifier ses heures de travail selon son emploi du temps à l'université. Ce n'est pas simple, dit-il. « Cela exige de grands sacrifices, surtout sur le plan personnel. » Đuro Trbojević travaille souvent le week-end ou la nuit. Il arrive souvent qu'il ne puisse dormir que quelques heures. Il peut compter sur le soutien de sa femme, qui s'occupe de leurs deux enfants. Sans ce soutien, et sans l'espace ménagé dans ses heures de travail, tout cela ne serait pas possible. Il y a bien des années, Đuro Trbojević a déjà



ĐURO TRBOJEVIĆ DEVANT L'INSTITUT DE SCIENCES APPLIQUÉES DE L'UNIVERSITÉ DE ZAGREB

été sur les bancs de l'Université de Zagreb. Après quelques semestres, il a cependant dû prendre un emploi salarié pour des raisons financières. À l'époque, son travail ne lui permettait pas de suivre les cours en parallèle ; il a donc dû interrompre ses études. Une situation à laquelle l'initiative de l'Année européenne des compétences tente de remédier avec la formation continue.

## Recrutement plutôt que réorientation

« Les employeur·se·s ne ressentent pas le besoin d'investir dans la formation continue de leurs salarié·e·s », affirme Krešimir Sever, président du NHS (Nezavisni Hrvatski Sindikati), la deuxième plus grande confédération syndicale de Croatie et membre de l'EZA. Selon Sever, il est plus facile pour les employeur·se·s d'embaucher du personnel déjà qualifié, venu de l'étranger. La Croatie recrute, par exemple, du personnel en Asie : Népal, Pakistan ou Philippines. Selon les informations du ministère de l'Intérieur, l'an dernier, quelque 125 000 travailleur·se·s venus d'États tiers ont reçu un permis de séjour et de travail dans le pays.

Parallèlement, de nombreux Croates tentent leur chance dans des pays comme l'Allemagne, qui recrutent depuis longtemps des personnes qualifiées venues de l'étranger. « En Europe, notre pays est en dernière position en ce qui concerne l'emploi des jeunes et des personnes hautement qualifiées. Nous sommes aussi le pays où il y a le plus de contrats à durée déterminée », explique le président du syndicat. C'est aussi pour cette raison que 400 000 Croates ont émigré ces dix à quinze dernières années. L'immigration venue d'États tiers, se-

lon lui, ne suffit pas pour à compenser cette émigration. Les métiers hautement qualifiés ne sont pas les seuls concernés : c'est aussi le cas des emplois saisonniers dans le domaine du tourisme, lequel représente environ 20 % du produit intérieur brut et constitue l'un des secteurs économiques les plus importants, notamment dans les régions côtières. L'émigration n'est pas un phénomène nouveau pour ce pays de la côte Adriatique, qui a déjà connu plusieurs vagues de départs, au début des années 90, pendant les guerres de Yougoslavie, puis après la crise financière des années 2000, et très récemment encore avec l'adhésion de la Croatie à l'UE en 2011.

Krešimir Sever craint une nouvelle vague de départs lors des cinq à dix prochaines années. Ceux et celles qui ont un emploi aujourd'hui n'ont pas la garantie de le conserver. Les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle et l'automatisation devraient, selon les pronostics, entraîner de graves conséquences sur le marché du travail en Croatie et coûter de nombreux emplois, affirme-t-il, en s'appuyant sur une étude conduite par McKinsey en 2021 et intitulée « The Future of Work in Croatia ». Selon cette étude, les principales activités concernées seront les métiers physiques et la saisie de données simples. Elle indique aussi qu'environ 140 000 Croates devront changer de métier d'ici 2030 pour garder un emploi. L'émigration ne serait pas une solution pour ces travailleur·se·s, étant donné que le développement du numérique a également lieu en même temps dans d'autres pays de l'UE. Selon les estimations de l'UE, 90 % de la population devront à l'avenir disposer de compétences numériques. Aujourd'hui déjà, les experts en informatique manquent sur le marché du travail ; ces mêmes estimations prévoient 20 millions d'emplois dans le domaine des TIC (technologies de l'information et de la

communication) en 2030, contre 8,9 millions aujourd'hui. La Commission a décidé de faire des années 2020 le début de la « décennie numérique » et s'engage davantage, depuis quelques années, pour le passage à une Europe du numérique. En septembre, la Commission européenne a présenté le premier rapport d'une série qui devrait désormais être annuelle, présentant des analyses et des propositions pour chaque État-membre : Décennie numérique 2030. Rapport sur l'état d'avancement de la décennie numérique. Pour la Croatie, ce rapport prévoit de renforcer les capacités du système d'éducation, de former de nouveaux-elles spécialistes des TIC, et de travailler à conserver les personnes qualifiées en Croatie tout en attirant de nouveaux talents.

## Des adaptations plus rapides sont nécessaires

« Notre système d'éducation n'est pas adapté à notre monde en évolution rapide », affirme Vjeran Buselic, avant d'expliquer que l'idée de voir une personne passer la totalité de sa vie professionnelle dans une seule entreprise, pour y effectuer une activité toujours constante, appartient désormais au passé. En tant que professeur à l'Institut pour les technologies de l'information de l'Université de Zagreb, Vjeran Buselic propose des cours sur l'économie numérique, mais aussi sur la pensée critique et les compétences en matière d'information. Dans ce dernier cas, il s'agit d'enseigner aux étudiant-e-s où trouver des informations, quels outils utiliser pour y parvenir, et comment vérifier et classer les résultats de ces recherches.

Il aimerait que la pensée critique soit enseignée dès l'école primaire, car « ce sont des compétences qui facilitent la vie, qui encouragent à être plus ouvert et à essayer de nouvelles choses. » Une capacité de plus en plus importante, selon le professeur. Vjeran Buselic a le profil idéal pour administrer ce type de cours. A l'origine, cet homme de 66 ans avait étudié les mathématiques avant de travailler en tant que programmeur, notamment pour Microsoft, puis de devenir chef de projet. Pendant cette période, il a participé à de nombreuses formations continues, avant d'entamer une carrière universitaire et d'obtenir un doctorat en philosophie en 2018. Sa volonté constante de se former en permanence et d'apprendre de nouvelles compétences a enfin amené Vjeran Buselic à une chaire d'enseignant. À ce poste, il tente de communiquer son état d'esprit à ses étudiant-e-s. Il leur apprend également des compétences douces comme le travail en équipe, l'organisation du travail et la rhétorique. Enfin, il établit des liens entre ses étudiant-e-s et les entreprises. Il y a quelques années, lorsqu'il démarchait des sociétés, il devait faire preuve de beaucoup de persuasion. « Aujourd'hui, ce sont elles qui viennent nous trouver. Même plus la peine de les inviter. Il y a un tel manque de spécialistes informatiques, que les étudiant-e-s de troisième semestre sont directement embauchés, même s'ils n'ont encore que peu de compétences. Les entreprises disent « OK, on leur apprendra. » » Pour Vjeran Buselic, un diplôme n'est pas un passage obligé pour trouver

un emploi dans ce domaine. Le monde du travail change si rapidement, cependant, qu'il lui paraît important, pour des raisons de développement personnel, de pouvoir montrer un diplôme.

## Créer des incitations

Avec un monde du travail de plus en plus numérique, l'informatique prend une place privilégiée. Dans d'autres domaines, les futur-e-s employé-e-s ne sont pas aussi courtisé-e-s. Jusqu'à présent, pour les personnes qui occupent déjà un emploi, il était difficile d'accéder à des formations continues. Le NHS souhaite changer la donne. Les syndicats, avec le gouvernement croate et les employeur-se-s, ont mis au point des bons de formation, financés par l'UE. Près de 1 000 formations proposées par des instituts privés peuvent être obtenues sur le portail du centre croate pour l'emploi. L'offre va du design UX à la maintenance de véhicules hybrides en passant par le marketing en ligne. Ces cours sont proposés soit en ligne soit en présentiel et durent généralement plusieurs centaines d'heures. Selon le NHS, les demandes sont pour le moment assez rares. Deux raisons sont notamment avancées pour expliquer la lenteur de ce démarrage : le manque de promotion du programme et le fait que les générations plus âgées, en particulier, n'ont pas encore reconnu l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie. Pour Krešimir Sever, l'offre de formation est également insuffisante. Elle concerne certes des compétences importantes pour l'avenir dans les secteurs de l'économie



KREŠIMIR SEVER, PRÉSIDENT DU NHS  
(NEZAVISNI HRVATSKI SINDIKATI)



VJERAN BUSELIC SOUHAITE COMMUNIQUER À SES ÉTUDIANT-E-S  
DES COMPÉTENCES QUI VONT AU-DELÀ DE LEURS SEULES ÉTUDES

l'économie verte et du numérique, mais lui et son organisation auraient aimé une palette plus large. De simples bons ne suffiront pas à renforcer durablement le marché du travail en Croatie. Selon lui, le gouvernement doit également endosser une grande partie de la responsabilité. « Si l'on n'est pas capable de garantir un salaire plus élevé aux travailleur-se-s, alors peut-être peut-on améliorer leurs vies d'une autre manière ; en faisant baisser les loyers, en proposant des postes stables, aujourd'hui mais surtout dans l'avenir. Cela signifie que les coûts de la formation continue ne sont pas uniquement supportés par les employé-e-s. Et qu'il-elle-s peuvent être sûr-e-s d'avoir un emploi non seulement dans les deux à quatre années qui viennent, mais aussi dans les dix suivantes ou plus, et que les entreprises investissent dans leurs compétences, dont elles auront besoin à l'avenir. » Certes, les employeur-se-s croates embauchent beaucoup de personnel peu qualifié venu d'États tiers. Mais les travailleur-se-s qualifié-e-s se dirigent toujours vers les pays européens plus à l'ouest. Pour Krešimir Sever, les employeur-se-s doivent s'engager davantage pour former des professionnel-le-s qualifié-e-s au niveau national, les aider à se réorienter et les garder dans leur propre entreprise.

Krešimir Sever critique également les autres États membres de l'UE, comme l'Allemagne, qui attirent les travailleur-se-s qualifié-e-s de Croatie, de République Tchèque ou de Bulgarie grâce à des postes bien payés. Pour lui, le problème est européen. « Ce n'est pas juste », explique le président du syndicat. « Ces pays devraient proposer quelque chose en échange des travailleur-se-s qualifié-e-s qui manquent aujourd'hui en Croatie. » En effet, les pays

d'origine investissent des milliers d'euros dans la formation de personnes qualifiées, mais ne récoltent pas les fruits de cet investissement si elles émigrent et vont travailler ailleurs. Selon Krešimir Sever, la solution devra être elle aussi trouvée au niveau européen. Dans le cas contraire, les États riches deviendront toujours plus riches, et les États pauvres toujours plus pauvres. Krešimir Sever souligne qu'il n'est pas hostile à l'Union européenne, bien au contraire. Le NHS a même soutenu l'adhésion de la Croatie. Đuro Trbojevic connaît bien ce problème, dans son propre cercle d'amis. Beaucoup de ses connaissances vivent et travaillent à l'étranger. Lui aussi y réfléchit de temps à autre, mais sa famille et son entreprise le poussent à rester.

Dans environ un an, Đuro Trbojevic devrait terminer son bachelor. Il ne pourra pas tenir ce double rythme bien longtemps, dit-il. Il n'exclut cependant pas de faire un master à l'avenir, ou d'opter pour une autre formation continue. Il considère la souplesse que lui permet son travail comme un privilège que d'autres n'ont pas. « Je suis sûr qu'un nombre considérable de personnes choisirait de faire une formation continue si leur employeur-se-s le leur proposait », dit-il. S'il a raison, et si les employeur-se-s et le gouvernement soutiennent des investissements dans la formation initiale et continue, le pays pourrait être en mesure d'amortir la prochaine vague d'émigration.



Plus d'information et d'idées sur le marché de l'emploi en Croatie sont disponibles dans le Podcast « **We Work Europe** ». Pour y accéder, scannez le code QR suivant, ou rendez-vous sur <https://www.eza.org/en/eza-podcast>



# L'IA AU TRAVAIL : CONCLUSION DU SÉMINAIRE DE LANCEMENT 2023 DE L'EZA



**TEXTE :** Sergio De la Parra  
**PHOTOS :** Katrin Brüggem

Le message principal du séminaire de lancement de l'EZA cette année ne pourrait pas être plus clair : « Il est temps d'ouvrir la boîte noire ! » Les représentant·e·s des employé·e·s ont le devoir de démystifier les systèmes im-

pliquant une intelligence artificielle et de les aider à lutter contre les conséquences négatives de cette technologie émergente. L'acquisition de connaissances approfondies sur l'IA est un premier pas dans cette direction.

## EZA à Sofia

C'était précisément autour de cette question qu'était organisé le séminaire de lancement de l'EZA cette année, accueilli par la Confédération syndicale bulgare POPKREPA les 23 et 24 novembre à Sofia. Lors des cinq tables rondes tenues lors de cet événement, les participant·e·s ont évoqué différents aspects importants de l'IA dans le contexte de l'emploi. Parmi les thèmes principaux : la recherche sur les applications actuelles de l'IA dans divers secteurs, mieux comprendre ses conséquences sur la création et l'évolution de l'emploi, et comment reconnaître l'évolution des besoins en compétences dans une économie alimentée par l'IA. Le rôle important des syndicats dans la protection des travailleur·se·s face aux conséquences négatives potentielles de l'IA constituait un autre point fort du séminaire, avec des discussions relatives aux stratégies de protection des droits des travailleur·se·s et aux aspects éthiques de l'utilisation de l'IA. Le débat a aussi porté de manière plus globale sur le cadre juridique efficace qui est nécessaire pour la gestion de cette utilisation, et la compréhension de ses conséquences socio-économiques au sens large. Près de 60 participant·e·s, venu·e·s de toute l'Europe et représentant 48 organisations membres de l'EZA, ont participé à l'évènement.

## L'IA au travail : une question actuelle plus qu'une question d'avenir

Les applications de l'IA dans différents secteurs indiquent que cette technologie n'est plus un concept futuriste : elle influence déjà le présent. Dans le secteur financier, l'IA joue un rôle décisif dans le trading algorithmique. Elle profite aussi à la branche du tourisme en permettant de développer des systèmes de recommandations personnalisés. Le secteur de la santé l'utilise pour améliorer les possibilités de diagnostic, et dans les transports, elle permet de faire progresser le développement de véhicules autonomes.

Même le commerce de détail utilise aujourd'hui l'IA pour améliorer le service clientèle. L'influence de l'IA s'étend à divers processus d'activité, avec des

applications remarquables dans le domaine des ressources humaines (RH), où elle est utilisée pour des tâches comme la vérification des CV, les prévisions relatives aux performances des employé·e·s et pour influencer les décisions d'embauche et de licenciement. L'IA est aussi utilisée dans d'autres domaines d'activité comme le service clientèle, la comptabilité, le marketing et le droit.

## Pas de pertes massives d'emploi (pour le moment)

Les applications de l'intelligence artificielle sont certes susceptibles de provoquer une perte d'emplois dans certains domaines, mais elles participent aussi à la création de postes, et à un déplacement de la demande de main d'œuvre, en permettant d'améliorer la productivité. Elle ouvre la voie à de nouvelles tâches et à de nouveaux rôles, notamment chez les personnes dotées de compétences capables de compléter la technologie d'IA. Les métiers hautement qualifiés notamment, qui exigent d'effectuer des tâches cognitives, seront particulièrement influencés par l'IA. Certains signes indiquent pourtant que les conséquences négatives sur l'emploi sont limitées pour le moment. Cela peut être lié à des facteurs comme une faible adoption de l'IA, l'hésitation des entreprises à licencier immédiatement leur personnel, et au temps nécessaire à l'intégration de nouvelles technologies.

En matière de qualifications, l'influence de l'IA amène une évolution notable des capacités attendues de la part de la main d'œuvre moderne. Celles que l'IA est capable de reproduire, notamment certaines compétences manuelles ou cognitives, sont de moins en moins importantes, mais celles liées au développement, à la maintenance et aux interactions avec les systèmes d'IA sont de plus en plus nécessaires. Elles couvrent une gamme allant des compétences informatiques de base à des connaissances spécialisées en matière d'IA. Une réévaluation des systèmes d'éducation et de formation pour permettre une adaptation à ces changements rapides est donc nécessaire. Les formations en matière d'IA ne sont pas seulement importantes pour certains groupes menacés, mais aussi pour les personnes hautement qualifiées et les cadres, afin de promouvoir le développement et la mise en œuvre de l'IA.

## Les dangers de l'IA pour les droits des travailleur·se·s

**D**u point de vue du droit du travail, l'intégration de l'IA dans le monde du travail soulève des inquiétudes majeures pour les employé·e·s. L'un des problèmes les plus urgents dans ce cadre est l'effacement de la distinction traditionnelle entre employé·e·s et indépendant·e·s en raison de l'émergence de l'IA et du management algorithmique. En conséquence de ces évolutions, près de 30 millions de personnes travaillent aujourd'hui via des plateformes dans l'Union européenne, comme les livreur·se·s dans la restauration ou les conducteur·rice·s Uber. Ces personnes sont souvent considérées comme indépendantes même si elles sont soumises aux mêmes exigences que des employé·e·s.

**C**e statut d'indépendant·e les prive cependant d'une gamme de droits accordés aux employé·e·s, notamment le droit à des négociations collectives, à des prestations de sécurité sociale, à la protection contre le licenciement et à un salaire minimum. Des conflits supplémentaires peuvent survenir en raison d'instruments de surveillance intrusifs utilisant l'IA, susceptibles de porter atteinte à la vie privée et à la protection des données personnelles des employé·e·s. L'utilisation de systèmes basés sur l'IA pour la surveillance de ces dernier·e·s peut aussi mener à plus de stress au travail et menacer leur santé mentale. L'IA soulève aussi d'autres questions juridiques, notamment celle de la légalité des systèmes automatiques de prise de décision, mais aussi celles de l'asymétrie grandissante entre employeur·se·s et employé·e·s et du potentiel de discrimination issu d'outils basés sur l'IA.

## Le droit européen s'adapte aux défis

**L**es décideur·se·s politiques sur le plan européen se sont activement saisi·e·s de la question et envisagent aujourd'hui deux décisions juridiques importantes. D'une part, la directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme se penche sur le renforcement de l'économie numérique et des plateformes de travail en ligne. Cette directive concerne le statut des personnes qui travaillent via ces plateformes, souvent dans des conditions précaires. L'un de ses objectifs principaux est de garantir que les travailleur·se·s de ces plateformes disposent des mêmes droits et de la même protection en tant qu'employé·e·s que leurs homologues traditionnels. La « Loi sur l'intelligence artificielle, » quant

à elle, est une initiative ambitieuse de l'UE visant à créer un cadre légal global pour l'intelligence artificielle. Son objectif principal est de garantir un fonctionnement de l'IA sûr, transparent et respectueux et des droits fondamentaux et des valeurs. La loi établit plusieurs catégories de systèmes d'IA sur la base des risques qu'ils impliquent pour la sécurité et les droits fondamentaux, allant de risque minimal à risque inacceptable. Selon le niveau de risque déterminé, le développement et la mise sur le marché des IA sont soumis à des conditions plus ou moins strictes. Certains systèmes considérés comme présentant des risques inacceptables sont entièrement interdits.

## Les syndicats à l'ère de l'IA

**L**es syndicats pourraient également jouer un rôle central sur cette question. Leur tâche principale est aujourd'hui d'ouvrir la « boîte noire, » pour faire la lumière sur le fonctionnement interne des systèmes d'IA. Dans ce cadre, ils peuvent soutenir les travailleur·se·s en s'assurant que les normes légales existantes relatives à l'IA soient appliquées au travail, souvent par le biais de négociations collectives. Ces accords ne garantissent pas seulement le respect de normes déjà en vigueur, mais offrent aussi aux syndicats la possibilité de décider de directives plus strictes pour l'utilisation d'IA, susceptibles d'aller au-delà des impératifs légaux, afin de protéger les intérêts des travailleur·se·s dans des environnements où l'IA est intégrée. Un autre aspect du rôle tenu par les syndicats est la lutte contre les pratiques déloyales utilisant l'IA. Des mesures légales peuvent être prises à l'encontre de ces méthodes inadmissibles ; une collaboration avec les autorités de protection des données est, par exemple, possible, notamment dans les cas où des données sensibles des travailleur·se·s sont concernées. Les syndicats jouent un rôle important dans la mise à disposition des ressources nécessaires pour permettre aux travailleur·se·s d'utiliser efficacement ces recours.

**E**nfin, les syndicats peuvent aussi utiliser l'IA eux-mêmes afin d'améliorer leurs capacités. De nouvelles solutions permettent, par exemple, d'effectuer des analyses de tendances sur le marché du travail, d'améliorer la communication avec les membres et de développer des stratégies de lobbying efficaces. Pour ces organisations, il ne s'agit pas seulement de s'adapter au progrès technologique, mais aussi de renforcer leur rôle dans la préservation des intérêts des travailleur·se·s. Bien utilisée, l'IA peut devenir un instrument puissant pour les syndicats, afin de réussir dans un monde du travail en pleine métamorphose et de garantir que les droits et le bien-être des travailleur·se·s reste une priorité absolue, même à l'ère de l'intelligence artificielle.

# SAVE THE DATE 19 & 20 MARS 2024 BRUXELLES – CONFÉRENCE

Les élections européennes de 2024 : la démocratie européenne et la dimension sociale de l'UE à l'épreuve

## ADRESSE

### Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs  
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter  
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0  
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22  
E-Mail: eza@eza.org www.eza.org

### Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable), Katrin Brügggen, Sergio De la Parra, Ralph Würschinger

### Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf  
wunderling.myportfolio.com

### Fotos

Lukas Fleischmann, Katrin Brügggen, NHS, Shutterstock

### Mode de parution

Trois numéros par an.